

Leur rentrée et la nôtre

Philippe, Lecornu, Attal : cet été, ces prétendants à l'Élysée y sont allés de leur démagogie anti-immigrés. Un bel unisson raciste avec Marine Le Pen qui propose carrément un référendum sur l'interdiction du voile dans les espaces publics. Mais gare à la division et aux diversions : alors que la énième vague caniculaire traverse le pays, mettons nos intérêts de travailleurs et de travailleuses au cœur de cette rentrée !

Des plans d'urgence qui s'évaporent

Fin juin, en pleine canicule, le gouvernement annonçait un plan d'urgence de 60 millions d'euros pour la rénovation thermique des écoles. Un mois plus tard, il a discrètement annulé le plus gros et il n'en restait plus que 16 ! À peine de quoi payer les diagnostics énergétiques de 2 500 écoles ! Même pour que les enseignants et les enfants ne cuisent pas dans leurs classes l'été prochain, ils sont incapables de respecter leurs engagements.

Vendredi, la ministre de l'Agriculture annonçait le déblocage d'un milliard d'euros pour soutenir les agriculteurs très durement touchés par la sécheresse. Mais qu'en restera-t-il dans quelques semaines, alors que la somme paraît déjà bien faible pour aider les dizaines de milliers d'agriculteurs qui risquent de mettre la clé sous la porte ? Le gouvernement prépare un budget de combat contre tous les travailleurs, envisageant de nouvelles coupes sur les dépenses sociales, les pensions de retraite, les services publics : toutes leurs promesses sont du vent.

Notre plan d'urgence

Cet été il a fallu continuer à travailler, quitte à mettre notre santé en péril, en se débrouillant par nous-mêmes. Les méga-feux ont montré que nos dirigeants sont incapables de prévenir ni de guérir quoi que ce soit. Alors, face au désastre climatique et à l'urgence sociale pour tous les travailleurs des campagnes et des villes, il va falloir qu'on prenne nos affaires en main.

Il y a urgence à augmenter les salaires de 400 euros pour tous et toutes, pour faire face au coût de la vie qui ne cesse d'augmenter. Il faut contrôler les marges de Total, Carrefour, Leclerc et des autres entreprises de la grande distribution qui profitent de la crise agricole et des tensions internationales pour augmenter leurs profits. Alors que les plans de

licenciements se multiplient, il faut interdire les licenciements. De l'argent, il y en a, à commencer par celui qui coule à flots pour le patronat, qui se gave de plus de 200 milliards de subventions et d'allègements de cotisations sociales et impôts chaque année.

Nous produisons tout, à nous de décider de tout

Pour imposer ces mesures, nous ne pourrions compter que sur nous-mêmes. C'est le message que porteront notre candidate Selma Labib et notre porte-parole Gaël Quirante dans l'élection présidentielle. Aucune raison d'attendre avril 2027 pour laisser éclater notre colère, seule à même de faire ravalier son arrogance au patronat qui mène la société de crises en guerres, de catastrophes climatiques en catastrophes sanitaires.

Tous ensemble le 29 septembre

Dès la rentrée, des grèves ont éclaté dans des établissements scolaires, contre des fermetures de classes ou des postes vacants. La colère ne manque pas dans bien des secteurs. Les pompiers, qui ont combattu les feux malgré les coupes budgétaires dans leurs moyens et leurs effectifs, ont fixé un rendez-vous pour l'heure des comptes : ils se rassembleront à Paris du 26 au 28 septembre et entreront en grève aux côtés des agents publics le 29 septembre. Comme eux, de nombreux travailleurs, du public comme du privé, sont envoyés en première ligne sans moyens et sans même un salaire décent.

C'est bien une riposte d'ensemble qu'il faudra construire pour reprendre tout ce qui nous a été volé. En cette rentrée, des salariés des transports, du social ou de l'éducation ont déjà prévu des journées de grève. Saisissons-nous de toute opportunité pour nous organiser sur nos lieux de travail et discutons de rejoindre la grève du 29 pour frapper tous ensemble au même moment.

Déprime !

Voilà quatre ans que l'hôpital doit nous verser en prime une somme d'un million d'euros pour tout l'établissement. Évidemment, nous n'en avons toujours pas vu la couleur. La direction veut en faire une prime individuelle sur critère, permettant de ne pas en verser à une partie de nos collègues. Si le directeur croit en la méritocratie, son mérite est d'avoir réussi à dégrader encore plus nos conditions de travail.

Pas de sauveur suprême

En parlant de mérite, le directeur, qui s'était pourtant gargarisé de résorber le déficit du CHU, nous dévoile un bilan financier plutôt mitigé. Le déficit, qui était de 7 millions en 2024 passe désormais à 11 millions en 2025. Il n'y a que par notre mobilisation collective que nous pouvons imposer à l'État de l'argent pour les hôpitaux. À commencer en répondant à l'appel national du 29 septembre. L'arme des travailleurs, c'est la grève.

Coupure d'électricité

Cet été, une coupure d'électricité nous a tous et toutes surpris. L'activité a été perturbée, notamment aux blocs opératoires où les générateurs de secours n'ont pas pris le relais. Les résultats de l'enquête sur ce dysfonctionnement ne nous ont, à ce jour, toujours pas été communiqués. Peut-être qu'il y a eu des économies sur l'entretien ?

Un été chaud bouillant

La canicule a été intense dans beaucoup de services. Les patients, tout comme nous, en ont fait les frais. Ce ne sont pas les quelques ventilateurs et climatiseurs portables de plus cette année qui ont changé quoi que ce soit. La direction n'a rien anticipé, son plan canicule n'a été que de la poudre aux yeux. Elle refuse systématiquement d'allouer des budgets pour la rénovation énergétique des bâtiments vétustes, mais n'a aucun problème à dépenser sans compter en cabinets de conseil pour trouver des moyens de nous faire les poches.

Un hôpital à la pointe !

Lors du dernier F3SCT, il a été révélé que les chambres sous pression négative, indispensables pour la prise en charge de pathologies graves et transmissibles, n'ont jamais fonctionné. La direction était pourtant au courant, mais n'a décidé de s'occuper de ce problème que maintenant. Mieux vaut tard que jamais ?

C'est pourtant pas sorcier

Tous les ans, c'est la même chanson : avec les congés d'été, nous travaillons tous en sous-effectif, et l'encadrement s'appuie sur les plus précaires pour boucher les trous. Nous avons tous et toutes le droit à nos congés et à travailler dans de bonnes conditions.

Pour mettre fin à ce cercle vicieux, il faut des embauches et des titularisations.

États-Unis : le racisme en jeux vidéo

La Maison-Blanche a mis en ligne quatre jeux vidéo pour célébrer sa politique. Deux sont consacrés aux mesures anti-immigrés de Donald Trump. Le premier propose de partir à la chasse aux migrants en incarnant Tom Homan, le directeur d'ICE, la sinistre police de l'immigration. Le second consiste à fabriquer des remparts numériques sur lesquels des migrants viennent s'écraser. Les deux réduisent les personnages à quelques pixels qui se ressemblent tous. Ils sont explicitement comparés à des « zombies » dont il faut se débarrasser à tout prix.

Tondelier a du pain sur la planche

Marine Tondelier, la candidate écologiste à la présidentielle, vient d'avoir une idée géniale : interdire le mensonge en politique, sous peine d'inéligibilité, voire de révocation. Sa proposition intervient après le témoignage du sénateur Horizons Vincent Louault, qui assumait avoir délibérément menti pour faciliter la réintroduction dans l'agriculture de l'acétamipride, un insecticide tueur d'abeilles.

On souhaite à Marine Tondelier bien du courage, car, si sa proposition était suivie d'effets, les rangs de l'Assemblée nationale seraient vite dépeuplés !

Les loyers crèvent le plafond

La Fondation pour le logement vient de publier son sixième baromètre sur l'encadrement des loyers. À Paris, le pourcentage des propriétaires qui font payer à leurs locataires des loyers qui dépassent le plafond légal est passé en un an de 31 % à 46 %, « un record ». À l'échelle nationale, 37 % des bailleurs ne respectent pas la loi. Pour la contourner, les proprios exigent des « compléments de loyers » parfaitement illégaux.

Mais ils n'ont pas trop de mauvais sang à se faire puisque le dispositif d'encadrement des loyers s'éteindra dans quelques semaines. Une nouvelle loi devrait être débattue à partir d'octobre, mais elle risque d'être tout aussi inefficace que la précédente.

Pour nous joindre : nparevolutionnairesbesancon@gmail.com

Instagram : [npa_revo_besancon](#)

Site national : <https://npa-revolutionnaires.org>